

JUILLET 2026

POLICY BRIEF



GUERRE D'IRAN ET ÉNERGIE

Dix liaisons dangereuses

FRANCIS PERRIN



POLICY CENTER
FOR THE NEW SOUTH

PB -41/26



Les relations, très étroites, entre l'énergie et la géopolitique sont bien connues. Cela vaut aussi pour plusieurs conflits armés. Mais, dans la période récente, le conflit le plus lié à l'énergie est la guerre d'Iran de 2026, qui a débuté le 28 février. Un cessez-le-feu est en vigueur depuis le 8 avril et un protocole d'accord a été signé le 17 juin par l'Iran et les États-Unis. Mais, comme le montrent les attaques de l'Iran contre des navires et les frappes américaines de ces derniers jours (entre le 6 et le 13 juillet – date de la fin de la rédaction de ce Papier), les hostilités sont loin d'être terminées. Cette guerre n'est d'ailleurs pas liée à une énergie mais à trois, le nucléaire et les hydrocarbures (pétrole et gaz naturel). Et ces relations sont multiples et de nature diverse, comme nous allons le développer dans ce Policy Brief.

FRANCIS PERRIN

Le premier lien est celui de causalité. En attaquant l'Iran, Israël et les États-Unis avaient plusieurs objectifs mais l'un d'entre eux était d'empêcher ce pays de devenir une puissance nucléaire militaire, ce qui renvoie au programme nucléaire de la République islamique et, surtout, à ses usines d'enrichissement de l'uranium. Rappelons que l'Iran est monté jusqu'à un taux d'enrichissement de 60%. La guerre n'était pas motivée par la volonté de Washington de prendre le contrôle des ressources pétrolières de l'Iran, comme on peut le lire ou l'entendre parfois. Au sein du secteur de l'énergie, c'est le nucléaire qui est la clé en termes de causalité.

Le second lien entre cette guerre et l'énergie est la stratégie de l'Iran qui a conduit à un conflit asymétrique. La stratégie des dirigeants iraniens a consisté à enflammer tout le Moyen-Orient, à bloquer le détroit d'Ormuz pendant plusieurs semaines (pour la première fois dans l'histoire) et à cibler les installations énergétiques des pays arabes du Golfe, notamment le pétrole et le gaz naturel. Cette stratégie a été mise en oeuvre dès le début mars 2026. L'Iran a visé et, parfois, endommagé, plus ou moins gravement, des champs, des usines de traitement du pétrole, des oléoducs, des raffineries, des terminaux d'exportation du pétrole et des produits raffinés et des unités de production de gaz naturel liquéfié (GNL), sans oublier des navires pétroliers (tankers) et gazières (méthaniers). Les plus gros dommages dans ce domaine ont été subis par le Qatar avec des frappes iraniennes sur le complexe de GNL de Ras Laffan juste après la mi-mars. Deux trains de GNL ont été fortement touchés. Le Qatar évoque des réparations qui pourraient durer de trois à cinq ans et des pertes de recettes de \$20 milliards par an. Quant au blocage d'Ormuz, un détroit stratégique par lequel passent normalement environ 20% de la consommation pétrolière mondiale et 20% des exportations de GNL, il a évidemment provoqué une flambée des prix du pétrole brut, des produits raffinés et du gaz naturel et une forte baisse des exportations pétrolières et gazières du Moyen-Orient, de même qu'il a généré le risque d'une pénurie pétrolière et gazière mondiale, que nous avons, pour l'instant, évité. Le raisonnement iranien est très simple: le contrôle d'Ormuz est « l'équivalent d'une bombe atomique », que l'Iran n'a pas. En menaçant une partie significative des flux énergétiques mondiaux, et en poussant les prix de l'énergie à la hausse, l'Iran espérait que le coût énergétique et économique de ce conflit pour l'ensemble du monde conduise Washington à jeter l'éponge.

Le troisième lien est un paradoxe. Les États-Unis et Israël n'ont quasiment jamais frappé le secteur énergétique en Iran. Pourtant, lorsque l'on veut affaiblir un pays tel que l'Iran, la première idée qui vient à l'esprit est de cibler le pétrole, principale source de recettes d'exportation de la République islamique. Or, les États-Unis n'ont jamais frappé les installations pétrolières et gazières du pays. Israël l'a fait deux fois seulement en mars, la première fois pour endommager des raffineries et des installations de stockage et la seconde pour viser le traitement du gaz. Dans les deux cas, le président américain a indiqué, à tort ou à raison, qu'il n'était pas au courant de telles frappes et qu'il ne souhaitait pas que son allié récidive. Israël n'a pas recommencé. Cette abstention américaine, alors que les États-Unis auraient pu sans aucun problème infliger des dommages considérables au secteur énergétique, s'explique par des raisons économiques. Si nous faisons cela, expliquait-on à Washington, les prix du pétrole seront encore plus élevés et le risque de pénurie encore plus grand. Et qui dit prix du pétrole élevés dit prix des carburants élevés dans le monde entier, y compris aux États-Unis, et ce, à quelques mois des élections de mi-mandat au Congrès américain (début novembre 2026). Il y a donc eu de fait une surprenante sanctuarisation de l'industrie des hydrocarbures en Iran.

Le quatrième lien est, lui aussi, assez surprenant a priori. L'Administration Trump a suspendu temporairement ses sanctions portant sur les exportations pétrolières de trois pays importants, la Russie, le Venezuela et... l'Iran. Les décisions correspondantes ont été prises vers la mi-mars. Là encore, ce paradoxe a une explication. En facilitant les

exportations pétrolières de trois États, qui ne sont pourtant pas les meilleurs amis de Washington, l'Administration Trump espérait limiter les dégâts en termes de flambée des prix de l'énergie et de pénurie énergétique. Pour les deux premiers pays cités, ces suspensions ont été décidées pour un mois, puis prolongées. Pour l'Iran, elles n'ont duré qu'un mois. Il était quand même difficile politiquement d'expliquer que l'on mène une guerre contre ce pays et qu'on lui fasse en même temps un tel cadeau.

Le cinquième lien tourne autour d'Ormuz. Ce détroit est irremplaçable, ce qui ne signifie pas que ce sera toujours le cas. C'est la seule voie pour entrer et pour sortir du Golfe. Pour le GNL, lorsque Ormuz est bloqué, il n'y a aucune solution. Pour le pétrole, trois pays arabes, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis (EAU) et l'Irak, disposent de voies d'exportation contournant Ormuz. Il s'agit respectivement de l'oléoduc Est-Ouest, de l'Abu Dhabi Crude Oil Pipeline (ADCOP) et de l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan (Irak/Turquie). Mais, si l'on additionne les capacités d'exportation de ces trois pipelines, on arrive à 7 millions de barils par jour (Mb/j) environ, alors que, par Ormuz, passent normalement de l'ordre de 20 Mb/j de brut et de produits raffinés. Il y a donc eu, du fait de la guerre d'Iran de 2026, une diminution des exportations pétrolières d'environ 13 Mb/j, soit 12% de la consommation pétrolière mondiale en 2025.

À moyen terme, l'une des conséquences probables de la guerre de 2026 est que les pays arabes du Golfe devraient chercher à créer de nouvelles routes d'exportation pour contourner Ormuz. Les EAU avaient déjà commencé à construire un second oléoduc d'exportation débouchant, comme le premier, à Foujeirah, à l'extérieur du détroit. Les dirigeants émiriens ont demandé à l'Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC) d'accélérer la construction de ce pipeline afin qu'il soit achevé en 2027. Cela permettra de doubler la capacité d'exportation de brut des EAU sans passer par Ormuz. Ce nouveau projet ne sera très vraisemblablement pas le seul.

Le sixième lien est que l'Iran entend conserver le contrôle d'Ormuz dans le long terme, ce qui lui donnerait la capacité de prendre à nouveau en otage l'économie mondiale à l'avenir en réduisant ou en interrompant les flux pétroliers et gaziers à partir des pays arabes du Golfe. À cette fin, l'État iranien a créé en mai la Persian Gulf Strait Authority (PGSA), une agence censée permettre d'institutionnaliser ce contrôle de l'un des détroits les plus stratégiques au monde. Quelques jours après cette création, la PGSA était placée sous sanctions américaines pour envoyer un message clair et net aux compagnies de transport maritime qui auraient pu être tentées de s'entendre discrètement avec Téhéran et de passer sous les fourches caudines de la République islamique, y compris en versant des péages à l'Iran ou en payant pour de prétendus services qui leur seraient rendus par cet État en termes de sécurité et de protection de l'environnement.

Le septième lien est le recours à des solutions exceptionnelles face à une situation elle-même exceptionnelle. Le 11 mars, l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), qui regroupe 32 pays, a annoncé une très forte mobilisation de ses stocks pétroliers stratégiques. Cette mesure est utilisée rarement puisque c'est en fait la sixième fois seulement dans l'histoire de l'AIE, qui remonte à 1974, au moment du premier choc pétrolier. De plus, le volume en jeu est sans précédent. La décision du 11 mars porte en effet sur 400 millions de barils (Mb) de brut et de produits raffinés. Le record précédent était de 180 Mb en 2022, dans le contexte de la guerre en Ukraine qui avait elle aussi généré une crise énergétique majeure. Cette mobilisation des stocks stratégiques unique dans l'histoire (nous n'évoquons ici que les stocks des pays membres de l'AIE, dont la Chine ne fait pas partie. Ce pays a aussi tiré sur ses stocks stratégiques) n'a pas suffi à casser la fièvre sur le marché pétrolier mondial mais il est clair que la situation de ce marché aurait été encore nettement plus tendue sans ce recours massif à ces stocks stratégiques (les compagnies pétrolières ont mobilisé leurs

stocks commerciaux). Il faudra, dans les mois qui viennent, reconstituer ces stocks pour être prêt pour la prochaine crise pétrolière mondiale.

Le huitième lien est le réveil américain face au pétrole iranien. Comme expliqué ci-dessus, les États-Unis n'ont jamais frappé le pétrole iranien dans ce conflit et ont même, pendant un mois, facilité son exportation (voir les points 3 et 4). Mais l'un des tournants dans cette guerre est intervenu le 13 avril lorsque le Commandement central du Pentagone (CENTCOM) a commencé à bloquer tous les ports de l'Iran sur le Golfe et sur le golfe d'Oman. L'objectif clé était évidemment d'empêcher les exportations de brut et de produits raffinés de l'Iran vers la Chine. Ces exportations ont d'ailleurs chuté de façon considérable en avril et en mai 2026. Le département du Trésor des États-Unis a ajouté à ce blocage le renforcement des sanctions économiques américaines contre l'Iran dans le cadre de l'opération « Furie économique », une référence à l'opération militaire « Fureur épique » lancée le 28 février dernier.

Après la signature du protocole d'accord (MoU) entre Washington et Téhéran le 17 juin, les États-Unis ont très rapidement levé leur blocus des ports iraniens et suspendu leurs sanctions sur les exportations de brut, de produits raffinés et de produits pétrochimiques de l'Iran, appliquant ainsi les dispositions des articles 4 et 10 du MoU. Mais, suite à des attaques de l'Iran contre des navires commerciaux, les États-Unis ont rétabli ces sanctions le 7 juillet. Le 13 juillet, Donald Trump a annoncé que les ports iraniens seraient à nouveau bloqués.

Le neuvième lien est que le rôle des États-Unis sur la scène énergétique mondiale sera renforcé. La première puissance mondiale est déjà le premier producteur mondial de pétrole, le premier producteur mondial de gaz naturel, le premier exportateur mondial de gaz et le premier exportateur mondial de GNL. En mars 2026, un nouveau projet d'exportation de GNL, Golden Pass LNG, est entré en production au Texas. L'une des caractéristiques majeures de ce projet est que l'actionnaire principal est QatarEnergy, le géant étatique du Qatar pour les hydrocarbures. Golden Pass LNG est en effet contrôlé à 70% par QatarEnergy et à 30% par ExxonMobil. Au moment (mars 2026) où le Qatar était obligé d'arrêter complètement sa production de GNL sur son territoire face aux menaces iraniennes, un nouveau projet de GNL démarrerait à des milliers de kilomètres de distance avec une participation qatarienne majoritaire. Le message pour d'autres pays arabes du Golfe et leurs compagnies nationales est clair : investir davantage dans les hydrocarbures aux États-Unis peut être une très bonne idée. QatarEnergy n'est d'ailleurs pas la seule à aller dans ce sens. XRG, qui fait partie du groupe ADNOC, vient de finaliser une nouvelle prise de participation dans le projet Rio Grande LNG, également au Texas. Et Saudi Aramco a signé des accords avec Rio Grande LNG et Commonwealth LNG (Louisiane).

Le dixième lien est que cette guerre et la crise énergétique qu'elle a générée créent des opportunités pour des pays exportateurs de pétrole et/ou de gaz naturel en dehors du Moyen-Orient. Les pays importateurs d'hydrocarbures seront logiquement conduits à chercher à diversifier leurs approvisionnements compte tenu de ce qui s'est passé en 2026. Pour les raisons évoquées ci-dessus, les États-Unis viennent en tête mais ils ne sont pas seuls. En Amérique du Nord, le Canada ne manque pas d'atouts en tant que quatrième producteur mondial de pétrole et pays exportateur de GNL. Des pays d'Amérique du Sud, tels que le Brésil, le Guyana, l'Argentine et le Venezuela, ont aussi des cartes à jouer. L'Afrique est également bien placée. Pour continuer ce tour du monde non exhaustif, l'Australie, l'un des trois plus grands exportateurs de GNL, l'Azerbaïdjan et la Norvège sont des pays qui pourraient bénéficier de la situation actuelle.

Cela dit, le Moyen-Orient restera longtemps une zone clé pour les équilibres pétroliers et gaziers mondiaux. Cette région contrôle en effet presque 50% des réserves prouvées mondiales de pétrole et 40% des réserves prouvées de gaz naturel. C'est l'une des raisons pour lesquelles la situation actuelle -de ni guerre ni paix entre les États-Unis et l'Iran, avec des flambées de violence de temps en temps et une circulation maritime à travers Ormuz qui reste largement inférieure à ce qu'elle était avant la fin février-, est tellement inquiétante pour l'ensemble du monde.

À PROPOS D'AUTEUR



FRANCIS PERRIN

Francis Perrin est Senior Fellow au Policy Center for the New South, où il se consacre aux questions énergétiques. Après des études en économie et en science politique à l'Université Pierre-Mendès-France (UPMF, aujourd'hui Université Grenoble Alpes) à Grenoble, en France, il a travaillé pendant plusieurs années comme journaliste et consultant indépendant spécialisé dans les secteurs de l'énergie et des ressources minières, avant de rejoindre en 1991 l'Arab Petroleum Research Center (APRC), basé à Paris.

Entre 1991 et 2000, il a été rédacteur en chef des revues Arab Oil & Gas (AOG) et Pétrole et Gaz Arabes (PGA). De 2001 à la fin de 2011, il a occupé le poste de responsable éditorial des publications de l'APRC.

Au début de l'année 2012, Francis Perrin a fondé Stratégies et Politiques Énergétiques (SPE), puis, par la suite, Energy Industries Strategies Information (EISI).

À PROPOS DU POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains. [En savoir plus](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles d'auteur.

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University,
Rocade Rabat Salé - 11103
Email : contact@policycenter.ma
Phone : 04 04 54 537 (O) 212+
Fax : 54 31 71 537 (O) 212+

www.policycenter.ma



THINK • STIMULATE • BRIDGE

